

1968



Éditorial	2
1968	3 > 7
Fête des retraités Livre Michel Tacet.....	8

Photos CHT

Il y a 50 ans, la France tranquille s'embrasait. Tous, étudiants, salariés et paysans se sont retrouvés dans les rues de France, ont occupé les usines et les universités pour exiger un mieux social.

Nous avons choisi de revenir sur ce grand mouvement pour mieux comprendre comment il est arrivé, comment il s'est déroulé, et quels ont été les acquis.

Car rien n'est simple et aujourd'hui beaucoup de voix se font entendre pour réécrire une histoire qui n'a pas été sans conséquences et que le patronat n'a jamais digérée. Ce n'est pas seulement un mouvement étudiant comme certains le laissent entendre. Et nous ne pouvons non plus laisser dire que c'est juste un mouvement de libération sexuelle et féministe. Non, ce n'est pas cela qui dérange le patronat et le capitalisme. 1968 c'est bien plus que cela, et c'est sur quoi les médias ne s'attardent pas.

Le mouvement de 1968, a permis des avancées sociales, comme le conseil national de la résistance auparavant à la fin de la 2ème guerre mondiale. Ce sont tous ces acquis que la droite libérale et le gouvernement actuel s'acharnent à vouloir faire disparaître.

Rien ne s'obtient sans combat, et les bases de cette lutte d'ampleur étaient posées des années avant qu'elle n'éclate.

Replongez-vous dans cette histoire, et tirez-en les analyses nécessaires pour les luttes d'aujourd'hui. L'histoire ne se répète jamais, le contexte est différent, mais elle peut enrichir beaucoup la réflexion.

Bonne lecture.

Marie-Claude Robin

Directrice de Publication
Marie-Claude ROBIN
Conception et impression
Imprimerie CGT 44

1968

L'année 1968 a marqué la vie de ceux qui sont aujourd'hui en retraite et qui gardent un souvenir de luttes, de grèves, de manifestations, de libertés, du début du combat féministe pour l'égalité des droits, de tous les droits, d'épanouissement, de culture, de solidarité et d'émancipation.

1968, c'est aussi des succès revendicatifs, d'espoirs politiques, qu'enfin on allait changer en profondeur de politique et durablement.

1968 ce sont des événements dans le monde, de luttes et d'émancipation des peuples, c'est la fin du colonialisme, c'est le Viet Nam écrasé sous les bombes des B 52 américains, c'est l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars des pays du Pacte de Varsovie mettant fin au printemps de Prague, c'est l'assassinat à Memphis de Martin LUTHER KING et de son rêve de liberté pour les afro américains, c'est l'envolée du Rock 'n' Roll à Woodstock et Joan BAEZ chante la ballade de SACCO et VANZETTI.

Les astronautes américains se préparent pour aller sur la lune, Youri GAGARINE le premier homme propulsé dans l'espace se tue dans un accident aérien et Tommie SMITH, vainqueur du 200 mètres aux jeux olympiques de Mexico, monte sur le podium en levant le poing. Mai 1968 a beaucoup compté dans la vie de centaines de milliers de lycéens, d'étudiants, de millions de travailleurs-es, de fonctionnaires, de cheminots, d'agents d'entreprises nationales de l'époque.

Vingt trois ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, nous sommes au cœur de ce qu'il est communément appelé "les trente glorieuses" mais les "trente glorieuses" pour qui ? Le capitalisme a profité de la reconstruction de l'industrie, du bâtiment, des services publics, les profits réalisés vont servir à des placements financiers non productifs qui conduisent aussi à des regroupements les transformant en trusts, c'est la concentration du capital, c'est l'empire du capitalisme monopoliste d'état qui s'installe.

1968 c'est aussi 10 ans de gaullisme (né du putsch des généraux à Alger en mai 1958) de pouvoir personnel, monarchique, au service du capital, de libertés bâillonnées, d'une télévision (ORTF) aux ordres exclusifs du pouvoir.

La France et les français, la jeunesse, les femmes, la classe ouvrière veulent autre chose, veulent des changements, veulent respirer.

Le frigo, la machine à laver, ne peuvent répondre aux mécontentements des travailleurs, des paysans, de la jeunesse, du monde de la culture (Jean FERRAT chante "Un Jour Futur").

Cette année là Concorde fait ses premiers essais et dans la construction navale c'est le début des plans de destruction de cette industrie de main d'œuvre des grands chantiers français.

Le Président du CNPF, VILLIERS (le MEDEF d'alors) déclarait :

"Nous n'admettrons jamais la pénétration de l'action syndicale dans l'entreprise. Il faudrait qu'elle nous soit imposée de force"... ça le sera.

Travailleurs, étudiants, lycéens, sans en avoir toujours clairement conscience, se trouvaient engagés dans un combat de rejet de cette société retardataire, oppressante.

Depuis l'élection présidentielle de mai 2007, SARKOZY, la manière officielle relayée par la droite et les grands médias, c'est aucun intérêt de disserter sur ce qui s'est passé, socialement, intellectuellement, culturellement, le mieux c'est de ne pas en parler ou de manière négative.

C'est un type de négationnisme sur l'importance d'un événement de haute signification historique.

Pour bien comprendre ce qui s'est passé en mai 1968, tant du point de vue de ce qui a précédé, dans le déroulement de ce

mois de mai et jusqu' au 20 juin, il faut observer les forces en présences : syndicales et politiques :

La CGT, c'est 1.925.000 adhérents.

Représentation syndicale aux élections professionnelles

CGT	47,9 %
CFDT	19,3 %
FO	7,7 %
CFTC	2,9 %
CGC	5,1 %
Autonomes	5,4 %

Représentation politique élections législatives juin 1968

PCF	20 %
PSU	3,9 %
FGDS (PS)	16,6 %
UDR (droite)	46,4 %
PDM (centre)	12,5 %

Les années qui précèdent 1968 sont marquées par de nombreuses luttes sociales, secteurs privé et public, sur le pouvoir d'achat en particulier dans une période de forte inflation, de la remise en cause de conquêtes sociales comme les ordonnances sur la Sécurité Sociale en 1967, qui confient la gestion des caisses au patronat ou à ceux qui syndicalement les ont soutenues (FO, CFTC, CGC).

C'est la première grave atteinte contre la Sécurité Sociale de 1945 gérée par les organisations syndicales des travailleurs.

Le but est double : enlever à la CGT, la plus représentative, la présidence des caisses pour la confier à la coalition patronat/syndicats réformistes, ils associeront leurs voix pour se partager les présidences.

Les principales luttes ont lieu chez Renault, Berliet, Rhodiacta, la fonction publique.

En Loire-Atlantique, c'est depuis le début des années 1960 une suite de luttes d'importances pour les salaires et contre les licenciements :

1962 : c'est la fin des 8 années de guerre coloniale, l'Algérie accède à son indépendance.

1963 : fermeture des fonderies de St-Nazaire (450 emplois).

1965 : 1.000 licenciements aux Chantiers de l'Atlantique.

Le 8 avril, à l'appel de la CGT, CFDT, 24 h de grèves et manifestation à Paris, 100.000 manifestants dans les départements des Pays de la Loire et de Bretagne "L'Ouest veut Vivre".

1966 : grève avec occupation de 1 mois à la SMPA à Montoir.

1966 : grève aux Batignolles à Nantes.

1967 : grèves de deux mois des "Mensuels" de la métallurgie de St-Nazaire.



1968 : grève générale de 24 h le 8 mai en Pays de Loire et Bretagne à l'appel de la CGT, CFDT, FEN. C'est aussi le début de la mise en œuvre du Livre Blanc sur la construction navale qui aura comme conséquences la fermeture de cinq grands chantiers en France.

Georges SEGUY dira à cette époque : "La colère des travailleurs est en gestation".

Au niveau national, les manifestations pour la paix au Viet Nam se succèdent avec la CGT, le PCF, le CNV (Comité Viet Nam National, avec Jean Paul SARTRE, Pierre VIDAL NAQUET) qui en sont les principaux organisateurs, la participation se fait de plus en plus forte. Les étudiants et les lycéens y participent activement.

Le 1^{er} mai 1968 est puissant, pour la première fois depuis 4 ans, la manifestation est autorisée à Paris, seule la CGT l'organise (la CFDT refuse), ce 1^{er} mai se fera avec la CFDT et la FEN dans de nombreux départements dont la Loire-Atlantique.

L'accord d'unité d'action signé entre la CGT et la CFDT en 1966 contribuera au rassemblement unitaire dans les départements.

Ce 1^{er} mai et la grève du 8 relancent l'action comme à Sud Aviation (Bouguenais et Suresnes), la Banque de France, mineurs, Renault, Sécurité Sociale.

Le 2 mai à l'unanimité l'Assemblée Nationale vote la loi sur la généralisation de la 4^{ème} semaine de congés payés (elle est déjà appliquée dans de très nombreuses entreprises et branches). Dans le monde étudiant, le mécontentement est fort, les FAC sont surchargées, les effectifs ont triplé en dix ans, le manque de moyens, la sélection est accentuée par le plan FOUCHET (ministre), l'absence de débouchés croît d'année en année, le conservatisme stoppe toute perspective de démocratisation, nombre d'enseignants sont exclus de la gestion des universités.

Ainsi à Nanterre, les effectifs sont passés de 2.000 à 15.000 étudiants en 5 ans, les équipements sont dérisoires.

C'est donc à Nanterre que naît le "Mouvement dit du 22 mars" qui correspond à la date de l'occupation nocturne de la salle du conseil.

Le mouvement est dirigé par Daniel COHN-BENDIT, Alain GEISMAR du SNE-Sup, Jacques SAUVAGEOT de l'UNEF et dirigeant du PSU.

Des affrontements ont lieu avec les provocateurs d'extrême droite du groupe Occident (dirigé par Alain MADELIN et Patrick DEVEDJEAN).

Les étudiants de l'UEC (communiste) sont souvent malmenés par le Mouvement du 22 mars et l'extrême droite.

L'action des étudiants est forte, blocage des cours, meetings, écritures de slogans sur les murs, occupation des locaux, manifestations.

Le 6 mai, le conseil de discipline de la FAC de Nanterre décide de la fermeture de la FAC et fait appel à la police pour évacuer les occupants par la violence, c'est l'affrontement.

Le 8 mai, une manifestation à Paris de soutien aux étudiants rassemble 30.000 personnes à l'appel de l'UNEF, le SNE Sup, des syndicats CGT de l'enseignement.

Le mouvement de solidarité s'étend. Au Quartier Latin, dans la nuit du 10 mai, après une manifestation qui rassemble 40.000 personnes

à l'appel de toutes les organisations d'enseignants et d'étudiants, une dizaine de milliers d'étudiants manifestent pour la réouverture de la Sorbonne. .

Les charges policières sont d'une brutalité inouïe, il y a plusieurs centaines de blessés, les arrestations sont massives, le Boulevard St-Michel, les rues Gay Lussac et de Rennes portent témoignages de cette violence policière.

La CGT lance un appel à toutes les organisations syndicales pour une riposte par une grève générale de 24 heures pour le 13 mai (coïncidence avec le dixième anniversaire du putsch des généraux du 13 mai 1958 qui allait conduire au retour de DE GAULLE au pouvoir).

La CFDT demande à réfléchir, mais fini par se joindre à l'appel, aucune réponse de FO, les syndicats enseignants rejoignent l'appel.

Le dimanche 12 mai le PCF fait une importante déclaration :

"La grève générale de solidarité, décidée par la CGT, et les autres syndicats ouvriers, exprime ce qui peut unir les travailleurs manuels et intellectuels contre un régime qui leur refuse toute participation active à la gestion de l'économie, à l'élaboration de la politique, à la création d'une culture vivante.

Cette unité de la classe ouvrière et des étudiants met en cause le régime même, qui est le contraire de la démocratie à tous ces niveaux. Un problème immense est posé. Il importe donc qu'aucune provocation, aucune diversion ne détourne la moindre force dirigée



contre le régime et ne donne au gouvernement le moindre prétexte pour dénaturer le sens de ce grand combat”.

A Nantes, comme à St-Nazaire, les militants de la CGT devront aller chercher les dirigeants de la CFDT, FO, FEN le samedi et le dimanche pour décider de la grève et de la manifestation.

Le 13 mai la grève de 24 heures est puissante, des dizaines de milliers de manifestants à Nantes et à St-Nazaire, la CGT appelle à poursuivre la grève.

Parallèlement au mouvement parisien, le mouvement étudiant est en lutte à Nantes, Lyon, Toulouse, etc.

A Nantes le mouvement a commencé dès le 14 février, les étudiants manifestent pour que les bourses leur soient versées, elles auraient dû l'être en décembre.

Les manifestations dans les FAC et en ville donnent lieu à des contacts avec les CRS et le préfet Emile VIÈ en profite pour supprimer les subventions aux organisations d'étudiants, les manifestations deviennent quotidiennes.

A Sud Aviation Bouguenais, des négociations ont lieu à Paris avec la direction sur les salaires, le refus de les satisfaire conduit à un durcissement avec des arrêts de travail répétés.

Le PDG du groupe Sud Aviation n'est autre que Maurice PAPON de sinistre mémoire de collaboration avec la gestapo pour la déportation des Juifs, il sera condamné à 10 ans de prison.

A Bouguenais les actions se poursuivent et s'étendent dans l'ensemble du groupe, les négociations avec la direction générale n'aboutissent pas, la délégation CGT occupe les bureaux et à l'usine l'occupation est décidée, le Directeur DUVAUCHELLE et une vingtaine de cadres sont retenus.



Partout dans le département, comme en France, la CGT appelle les travailleurs à définir leurs revendications et à décider de la lutte, de la grève avec occupation des entreprises, c'est aux travailleurs de décider. **La CGT fait une déclaration dans ce sens :**

“La CGT appelle tous les travailleurs à se rassembler dans les entreprises, à élaborer leurs revendications avec leurs responsables syndicaux, à déterminer les formes de lutte qu'exige la situation présente et les possibilités nouvelles qu'elle ouvre, à prendre place dans la lutte”.



A partir du 17 mai la grève s'étend dans toute la France, les cheminots sont très actifs et l'extension du conflit conduit rapidement à un blocage du pays.

Le CCN de la CGT, réuni le 19 mai, adopte à l'unanimité les 5 points essentiels pour des négociations avec le CNPF et le gouvernement de POMPIDOU :

- 1/ Abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale.
- 2/ Satisfaction des revendications fondamentales sur les salaires, les conventions collectives, échelle mobile des salaires.
- 3/ Réduction de la durée du travail et diminution de l'âge de départ à la retraite.
- 4/ Une véritable politique de l'emploi garantissant le travail et les ressources.

5/ Le plein et libre exercice de l'activité syndicale à l'entreprise et sa reconnaissance légale.

Les grèves se poursuivent et la CGT rencontre les partis politiques de gauche : le PCF, le PS, la FGDS, estimant que *“la puissance du mouvement populaire appelle à la conclusion urgente d'un accord des formations politiques de gauche sur un programme commun de gouvernement d'un contenu social avancé, garantissant les droits des syndicats et la satisfaction des revendications essentielles des travailleurs”.*

Henri KRASUCKI écrit dans la Vie Ouvrière :

“Plus vite les partis de gauche réaliseront pleinement leur union sur un programme de gouvernement, plus forte et plus efficace sera l'exigence d'un gouvernement populaire et plus vite se réuniront les conditions de son avènement, espoir des travailleurs”.

Dans la semaine du 20 au 27 mai, la grève avec occupation monte en puissance, près de 10 millions de travailleurs-es de tous secteurs sont en grève.

A Nantes au cours d'une puissante manifestation devant la Préfecture, des heurts ont lieu avec les CRS, les grilles de la Préfecture tombent, des manifestants rentrent dans les locaux, le Préfet, VIE, demande au ministre de l'intérieur l'autorisation de tirer dans la foule, elle lui sera heureusement refusée.

Cette même semaine connaîtra aussi la multiplication de tentatives de dévoiement du conflit en essayant d'opposer les travailleurs et les étudiants, les tentatives viennent à la fois des “gauchistes” mais aussi de politiques avec la participation de syndicalistes de la CFDT et de la FEN.

Il faudra beaucoup de sang froid et de détermination des militants de la CGT pour déjouer les manœuvres politiciennes dont le seul but était de dévoyer un mouvement revendicatif puissant et d'une récupération politique dont le point culminant sera le meeting de Charléty du 27 mai dont l'objectif est de placer Pierre MENDES France sur orbite avec la création le 21 mai d'une “association de soutien à Pierre MENDES FRANCE” dans laquelle on

retrouve : Michel ROCARD et Jacques SAUVAGEOT pour le PSU, Edmond MAIRE et Marcel GONIN pour la CFDT et André BARJONET du PSU mais qui était un transfuge de la CGT.

Ils attendaient MENDES France... ce fut François MITTERRAND avec Pierre MAUROY et Charles HERNU pour le PS-FGDS.

La volonté d'une récupération politique du mouvement de grève massif est évidente, mais sans aucun engagement politique, ni sur l'union et la composition d'un éventuel gouvernement, ni sur les revendications des travailleurs-es en grève.

C'est la fameuse deuxième voie à "gauche", la voie réformiste, sociale démocrate, ou l'on retrouve déjà les futurs dirigeants politiques et syndicaux des décennies qui vont suivre, les médias soutiennent cette voie et ce n'est pas pour nous surprendre.

L'objectif est d'écarter la CGT et le PCF qui ont joué un rôle majeur dans le déclenchement du conflit et dans sa conduite.

Les négociations commencent le 21 mai entre les organisations syndicales, le patronat, le gouvernement sous la présidence du premier ministre Georges POMPIDOU.

Là encore les manœuvres ne manqueront pas. A ceux qui ont comme slogan "négociation-trahison" la CGT déclare :

"Dans les conditions présentes, rien n'est plus révolutionnaire, rien n'est plus efficace pour promouvoir les objectifs les plus avancés que d'assurer la victoire des revendications qui font l'objet de la grève générale".

Le 25 mai se réunit au ministère des affaires sociales, rue de Grenelle, une conférence tripartite : Syndicats / Patronat / Gouvernement.

Georges POMPIDOU déclare pour ouvrir la conférence : *"La situation est sérieuse, nous n'éluderons pas les questions. Nous*

tous qui sommes ici réunis, avons la responsabilité de tirer, le plus vite possible, la France de la paralysie économique".

Benôit FRACHON fait une déclaration pour la CGT :

"Pour les travailleurs, les choses ne sont plus comme elles étaient hier. Le gouvernement et le patronat doivent en tenir compte sous peine de prendre la responsabilité de provoquer un mécontentement encore plus profond.

La CGT pour sa part, ne saurait en aucun cas négliger les aspirations des millions de salariés qui lui accordent leur confiance.

Nous nous trouvons, aujourd'hui, en présence d'un mouvement de grève et d'occupation des entreprises qui n'a jamais connu d'égal dans notre pays même en 1936.

Au moment où les discussions s'engagent, aucun des travailleurs participant au mouvement ne peut avoir la moindre confiance dans les nouvelles promesses qui pourraient être faites. Ils ne cesseront la grève que lorsqu'ils seront certains de bénéficier des avantages substantiels qu'ils escomptent, ils attendent les résultats de nos délibérations.

A la CGT, nous avons pris l'engagement devant les salariés de rendre publiques toutes nos délibérations et de leur soumettre les résultats que nous aurons obtenus, afin qu'ils puissent se prononcer en connaissance de cause sur la cessation ou la poursuite de leur action. Nous tiendrons fermement nos engagements".



Georges SEGUY énumère les revendications de la CGT :

- 1/** Augmentation générales des salaires, retraites et pensions, pas de salaire inférieur à 600 francs, suppressions des disparités salariales jeunes, femmes, échelle mobile des salaires, abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale de 1967.
- 2/** Garantie des ressources et sécurité de l'emploi.
- 3/** Réduction de la durée du travail et abaissement de l'âge de départ à la retraite.
- 4/** Extension et garantie des droits syndicaux, reconnaissance du syndicat dans l'entreprise.
- 5/** Garantie des statuts de la Fonction Publique et des Conventions Collectives de branches.
- 6/** Extension des pouvoirs des Comités d'Entreprises.
- 7/** Réduction des dépenses improductives et investissements productifs et publics.
- 8/** Réforme démocratique de la fiscalité, du système d'enseignement et formation.
- 9/** Mettre fin aux privilèges des grandes sociétés privées.

Les négociations sont difficiles et au fil des jours des rencontres particulières ont lieu entre POMPIDOU et BERGERON (FO), POMPIDOU et DESCAMPS (CFDT).

A ce type de rencontre la délégation CGT (SEGUY, FRACHON, BERTHELOT) rappelle ses exigences sur les revendications.

Sur le thème "négociation / trahison", pendant les négociations, le jeudi 23 mai est décidé une manifestation par l'UNEF, le SNE Sup, la CFDT, la FEN, le PSU, dont l'objectif est la division pour des visées politiques qui ne renforcent pas la grève et la satisfaction des revendications.

Les négociations se poursuivent et un constat est signé le 27 mai qui sera proposé par la CGT travailleurs :

- 1/ Le taux horaire du SMIG est porté à 3 francs, soit une augmentation de 35 %, le SMAG salaire de l'agriculture augmentera de 38 %, rien sur l'échelle mobile des salaires.
- 2/ Sur les salaires du privé, la CGT demande une augmentation de 15 %, les patrons proposent 5 %, la CFDT sans concertation demande 10 %, les patrons saisissent l'occasion.
- 3/ Accord cadre pour une réduction progressive vers les 40 heures, et réduction de 2 heures immédiates sur les horaires de 48 heures.
- 4/ Pour la Fonction Publique les négociations se dérouleront le 28 mai.
- 5/ Révision des Conventions Collectives sur classifications, taux horaires, formations professionnelles.
- 6/ Le droit syndical est reconnu dans l'entreprise.
- 7/ Refus sur l'abrogation des ordonnances de la Sécurité Sociale, le ticket modérateur passe de 30 % à 25 %.
- 8/ Journées de grève, une avance de 50 % qui sera récupérée en jours de travail.

Georges SEGUY présente pour la CGT le constat aux travailleurs de RENAULT à Billancourt en présence de 25.000 travailleurs-es, il déclare :

"Comme vous le comprenez, cela n'a pas été aussi facile qu'en 1936 (faisant référence à la division syndicale qui a profité aux patrons et au gouvernement), lors du front populaire. Cette fois-ci, nous étions six syndicats différents face à un seul bloc : les monopoles et leur gouvernement. Les choses seraient allées différemment si nous avions eu affaire à un gouvernement de gauche et

s'il y avait eu, face aux patrons une seule organisation syndicale". (Les travailleurs : UNITE, UNITE).

"Mais ce qui n'a pas été possible aujourd'hui le deviendra demain pour peu qu'on s'en occupe". (Jaillit : GOUVERNEMENT POPULAIRE).

G. SEGUY fait alors le résumé des négociations. D'abord les succès obtenus :

"Tout se déroule, dit-il comme je l'avais imaginé. Chaque point positif annoncé est salué par une salve d'applaudissements. Chaque refus ou insuffisance soulève une tempête de protestation et de sifflets. Elle prend une ampleur particulière quand j'évoque les prétentions des patrons de faire récupérer les jours de grève.



Certains bruits ayant circulé à partir d'une fausse information des radios, reprise en titre par France Soir selon laquelle "un protocole d'accord aurait été signé" je précise, en conclusion, que nous avons refusé de signer un accord et que nous informerons objectivement les travailleurs-es et les consulterons partout sur l'attitude à observer. Une ovation salue cette conclusion qui a valeur de mise au point".

Le 29 mai DE GAULLE disparaît... à Baden Baden, pour rencontrer le général MASSU, il sait qu'il peut compter sur l'Armée et sur MASSU pour une possible intervention militaire contre les grévistes et le peuple.

Le 29 mai nouvelle manifestation de la CGT à laquelle la CFDT refuse de participer.

Le 30 mai intervention de DE GAULLE à l'ORTF sur la situation qualifiée de "chienlit" dont il faut y mettre fin, les menaces sont à peine voilées. Il annonce la dissolution de l'Assemblée Nationale et des élections législatives en juin.

Le 30 mai, importante manifestation de toute la droite en soutien à DE GAULLE et à son gouvernement dirigé par POMPIDOU, sur les Champs Elysées.

Les CDR (Comités de Défense de la République de droite et extrême droite) multiplient les provocations envers les manifestations, les grévistes, les locaux de la CGT dans les bourses du travail.

A partir du 1^{er} juin, la grève se poursuit et les négociations ont lieu dans les branches, les entreprises, elles sont difficiles notamment dans la métallurgie (UIMM), la division et les manœuvres syndicales et politiques rendent les négociations plus difficiles et les résultats ne sont pas à la hauteur des résultats espérés.

La reprise du travail se fait progressivement jusqu'au 24 juin, en Loire-Atlantique jusqu'au 18 juin avec des résultats que les travailleurs-es consultés-es apprécieront néanmoins.

Les FAC et Universités seront évacuées par la police avec des heurts.

Pendant toute la durée du conflit la solidarité des paysans et des pêcheurs ne fera pas défaut, ils apporteront des tonnes de légumes et poissons pour les grévistes et leurs familles.

Le 23 juin premier tour des élections législatives.

Le 30 juin deuxième tour, la droite unie obtient une majorité importante.

Le 14 juillet, la nouvelle majorité de droite à l'Assemblée Nationale ratifie les ordonnances sur la Sécurité Sociale approuvées par le patronat, FO, CFTC, CGC.

Guy TEXIER

Bibliographies :
Georges SEGUY : Le MAI de la CGT
Roger MARTELLI : Mai 1968.
La France Contemporaine 5 ième tome.
Marcel PIRIOU : Quai des Humbles.
Georges PRAMPART : Une vie de combats et de convictions.
Guy TEXIER : archives personnelles.

LA GENESTRIE | LE GÂVRE

LA CGT EN FÊTE

organisée par les retraités CGT de Loire-Atlantique

**JEUDI 13
SEPTEMBRE
2018**

OUVERTURE à 9h30

Animation stands

11 h - Débat animé par Gérard LE PULL
"Le réchauffement climatique"

14 h - Prise de parole de Bernard THIBAUT

Randonnée pédestre

Inscription à partir de 9h
départ 9h30



à partir de 17h30 - BAL

Avec Gigi

4 RESTAURANTS
TRADITIONNELS
au tarif unique de

13€00

et 3 STANDS DE
RESTAURATION RAPIDE :
huitres, salades,
sandwichs et
spécialités antillaises

15 h

Claude COUAMME
interprète les grands auteurs
de la chanson française

16h

MALAQUET
chante Leny ESCUDERO

1 BON DE
SOUTIEN

7€

donne droit
à 1 entrée,
à retirer à l'USR

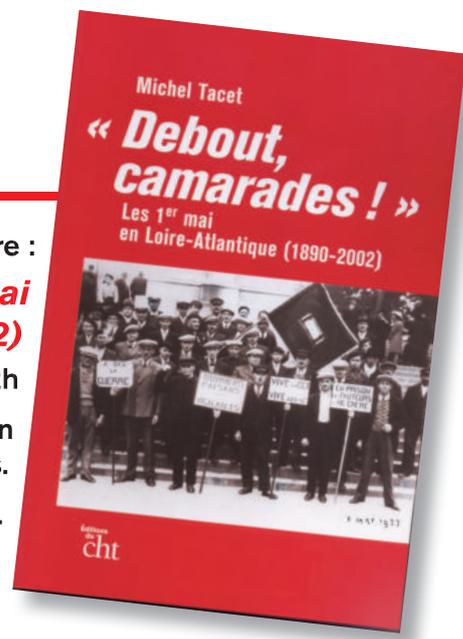
(participation au financement de la fête)
1 tirage avec de nombreux lots

Union Syndicale des Retraités CGT de Loire-Atlantique



1, place de la Gare de l'État
44276 NANTES cedex 2
Tél. : 02 28 08 29 60
4, rue Marceau
44600 SAINT-NAZAIRE
Tél. : 02 40 22 23 21

USR 44 | CGT
LA GENESTRIE | LE GÂVRE
LA CGT EN FÊTE
organisée par les retraités CGT de Loire-Atlantique
Randonnée pédestre à 9h Ouverture à 9h30 - Animation stands
4 RESTAURANTS
Claude COUAMME Jeudi 13
interprète les grands auteurs Septembre
de la chanson française 2018
17h30 : SOIRÉE DANSAUTE Avec Gigi
15h 16h
MALAQUET
BON DE SOUTIEN 7€
donnant droit à 1 entrée
BARS - RESTAURANTS - JEUX - EXPOSITIONS - DÉBATS
Nom : _____ Prénom : _____
Section : _____



M Michel Tacet dédicacera son livre :

**« Debout Camarades ! » les 1^{er} mai
en Loire-atlantique (1890-2002)**

au stand de l'Institut d'histoire sociale de 10h à 12h

Vous y trouverez également une exposition
sur 1968 et nos derniers cahiers.

VENEZ NOMBREUX VISITER NOTRE STAND.